



## Les audiences publiques de destitution intensifieront la lutte politique à Washington

Par [Barry Grey](#)

Mondialisation.ca, 14 novembre 2019  
[wsws.org](#) 13 novembre 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Hier marquait le début de la phase publique de l'enquête du Parti démocrate sur la destitution de Donald Trump. Le Comité du renseignement de la Chambre des représentants, qui dirige l'enquête, recueillera cette semaine les témoignages de trois fonctionnaires du département d'État encore en poste qui ont défié l'interdiction de la Maison-Blanche de coopérer à l'enquête et qui ont témoigné à huis clos le mois dernier.

Ces trois personnes ont largement soutenu les allégations des démocrates selon lesquelles Trump aurait abusé des pouvoirs de son bureau et miné la sécurité nationale en retenant l'aide militaire destinée à l'Ukraine et en repoussant une réunion de la Maison-Blanche avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans le but de forcer Kiev à lancer une enquête sur la corruption de l'ancien vice-président Joe Biden et son fils Hunter. Elles ont aussi appuyé une enquête sur l'ingérence présumée de l'Ukraine lors des élections américaines de 2016. L'allégation est que Trump a sollicité illicitement une intervention de Zelensky lors des élections de 2020 contre Biden, son adversaire démocrate potentiel.

Le jeune Biden recevait 50.000 dollars par mois pour siéger au conseil d'administration de la grande compagnie gazière ukrainienne Burisma pendant que son père était responsable de la politique ukrainienne pour l'administration Obama.



*De l'activité dans une pièce de la résidence de la Maison-Blanche à Washington, le mardi 12 novembre 2019. L'enquête publique sur la mise en accusation qui commençait hier marque le début d'une nouvelle phase de conflit au sein de la classe dirigeante américaine. (AP Photo/Patrick Semansky)*

William Taylor, le plus haut diplomate américain en Ukraine, et George Kent, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires européennes et eurasiennes, devaient témoigner hier. Vendredi, Marie Yovanovitch, l'ancienne ambassadrice des États-Unis en Ukraine, témoignera.

Dans leurs dépositions à huis clos, Taylor et Kent ont soutenu l'accusation selon laquelle Trump avait ordonné le gel d'une aide militaire mandatée par le Congrès à l'Ukraine pour faire pression sur Kiev et forcer une enquête sur les démocrates. Yovanovitch témoignera vendredi de la campagne menée par l'avocat personnel de Trump, l'ancien maire de New York Rudy Giuliani, pour obtenir son rappel à Washington, qui a été effectué sur ordre de Trump et du secrétaire d'État Mike Pompeo en avril dernier.

L'intensité du conflit de destitution est indiquée par la décision des réseaux de câblodistribution et de radiodiffusion de suspendre leur programmation régulière et de téléviser les audiences du début à la fin. Il s'agit d'un conflit amer au sein de la classe dirigeante et de l'État entre deux factions de droite qui s'affrontent sur des questions de politique étrangère depuis la nomination de Trump comme candidat républicain à la présidence à l'été 2016.

La campagne de destitution des démocrates n'a aucun contenu démocratique ou progressiste. Ils ne s'adressent pas à l'opposition populaire générale à l'administration fasciste de Trump, mais plutôt à des sections puissantes de l'establishment du renseignement, de l'armée et de la politique étrangère qui s'opposent à Trump parce qu'il n'est pas suffisamment belligérant envers la Russie et réfractaire au maintien et au développement des opérations militaires américaines en Syrie et en Afghanistan.

Les trois questions publiées la semaine dernière par le président du Comité du renseignement de la Chambre, Adam Schiff, pour servir de base aux audiences télévisées le confirment: est-ce que Trump a demandé, lors d'un appel téléphonique avec le président Zelensky le 25 juillet, que le gouvernement ukrainien ouvre une enquête sur ses rivaux politiques aux États-Unis; est-ce que Trump a utilisé ses pouvoirs de président pour inciter l'Ukraine à lancer les enquêtes; et est-ce que Trump et ses principaux collaborateurs ont tenté d'entraver, de supprimer ou de dissimuler des informations relatives aux deux premières questions?

Les attaques réelles de Trump contre les droits démocratiques et les intérêts sociaux des travailleurs sont exclues de l'enquête de destitution, y compris sa persécution des immigrants, ses appels aux forces racistes et fascistes, son opposition à un contrôle de l'exécutif par le Congrès et le fait de s'arroger des pouvoirs quasi dictatoriaux.

L'enquête de destitution a été déclenchée par une plainte adressée à l'inspecteur général des services de renseignement au sujet de l'appel téléphonique du 25 juillet d'un soi-disant dénonciateur, un analyste de la CIA qui travaillait alors au bureau ukrainien du Conseil national de sécurité de la Maison-Blanche, alors dirigé par le faucon de guerre John Bolton, congédié depuis. Le nom d'Eric Ciaramella a été révélé par les médias de droite.

Mardi, les républicains de la Chambre ont publié une note de service de 18 pages décrivant leur stratégie pour s'opposer à la destitution et intervenir dans les audiences publiques. Elle énumère quatre points qui «contredisent le récit de la destitution démocrate selon lequel le président Trump a mis à profit l'aide américaine en matière de sécurité et une réunion présidentielle pour forcer l'Ukraine à enquêter sur ses rivaux politiques».

Premièrement, l'appel du 25 juillet «ne montre aucune preuve de conditionnalité ou de pression».

«Le président Zelensky et le président Trump ont dit qu'aucune pression n'avait été exercée durant l'appel.»

Troisièmement, «le gouvernement ukrainien n'était pas au courant de la suspension de l'aide américaine» au moment de l'appel du 25 juillet.

Quatrièmement, «le gel de l'aide à la sécurité a été levé le 11 septembre» sans que le gouvernement ukrainien n'ait annoncé les enquêtes.

En plus de réitérer les allégations républicaines selon lesquelles le processus d'enquête sur la destitution est antidémocratique et une attaque illégitime contre les prérogatives du pouvoir exécutif, le mémo réitère les accusations de corruption liées à Hunter Biden et cite des articles de presse sur la collaboration entre le gouvernement ukrainien et la campagne Clinton lors des élections de 2016.

«Les démocrates veulent destituer le président Trump parce que des bureaucrates anonymes et non élus n'étaient pas d'accord avec les décisions du président et étaient gênés par sa conversation téléphonique avec le président Zelensky», affirme la note.

Au cours du week-end, le républicain Devin Nunes, membre de la Commission de renseignement de la Chambre des représentants, a envoyé une lettre au président Schiff lui demandant de convoquer un certain nombre de témoins supplémentaires pour témoigner en public, dont Hunter Biden, le dénonciateur, Nellie Ohr, chercheur pour Fusion GPS, engagé par le Comité national démocrate pour mener une recherche sur Trump, avec un accent sur la Russie et Alexandra Chalupa, une militante ukrainienne qui a travaillé pour le gouvernement Obama et le Comité national démocrate.

Schiff a refusé d'appeler Biden ou le dénonciateur et a déclaré que le comité examinerait les autres demandes républicaines.

L'alignement de démocrates et de leurs alliés des médias – tels que le *New York Times*, le *Washington Post*, CNN et NBC – avec des faucons de guerre néoconservateurs s'est reflété dans la réponse du spécialiste de droite Max Boot au document stratégique républicain.

«Il ne reste que la loyauté tribale que les républicains, y compris les intellectuels républicains, éprouvent envers un président républicain. Ils ne trouveraient jamais de telles excuses pour un démocrate», a-t-il écrit dans une chronique du *Washington Post* mardi.

Jennifer Rubin s'est fait l'écho de la même ligne dans une chronique du *Post* publiée mardi: «Enfin, le fait que l'aide soit finalement allée à l'Ukraine parce que l'incident a été mis au jour dans les médias n'est pas une défense. La tentative de meurtre est toujours un crime; solliciter un pot-de-vin ne signifie pas que le pot-de-vin a fonctionné.»

Les trois responsables du département d'État qui témoignent cette semaine sont de fervents partisans du régime nationaliste de droite de Kiev, qui a été installé lors d'un coup d'État soutenu par les États-Unis et dirigé par des fascistes en 2014, mené dans le cadre d'une campagne pour isoler la Russie et la réduire au statut de semi-colonie de l'impérialisme américain. Au fond, la campagne de destitution des démocrates s'inscrit dans la continuité de l'hystérie anti-Russie qui sous-tend l'enquête Mueller sur la collusion

présumée de la campagne Trump avec Moscou, et qui a été utilisée pour justifier la censure sur Internet au nom de la lutte contre les «fausses nouvelles».

Les démocrates n'appellent pas à témoigner les parents d'enfants emprisonnés dans le cadre de la guerre contre les immigrés à la Gestapo de Trump. Ils ne tiennent pas non plus Trump responsable des milliers de membres de famille ouvrières et des jeunes tués par la police, dont Trump fait régulièrement l'éloge. Ou ceux touchés par les coupures de Trump dans les coupons alimentaires et autres prestations sociales, effectuées en partie pour pouvoir offrir des billions de dollars en réductions d'impôts pour les riches.

Au contraire, ils cherchent à mener ce qui équivaut à révolution de palais de manière à éviter d'encourager une opposition croissante de la classe ouvrière aux inégalités sociales, à la guerre et aux atteintes aux droits démocratiques. Ils sont pétrifiés par la propagation des grèves et des protestations et par le soutien croissant au socialisme, en particulier chez les jeunes.

Leur objectif est d'achever les auditions publiques et de léguer l'enquête à la Commission judiciaire de la Chambre, qui devrait rédiger des articles de destitution d'ici la fin de ce mois ou début décembre. Les démocrates veulent tenir un vote en plénière sur la destitution et ouvrir la voie à un procès au Sénat sous contrôle républicain, où une majorité des deux tiers est requise pour condamner et destituer le représentant ciblé. Une condamnation étant improbable, les démocrates veulent en finir avec le processus avant le premier scrutin des primaires démocrates, le 3 février en Iowa.

Il n'est pas surprenant que la destitution menée sur une base aussi à droite et proguerre ait suscité peu d'enthousiasme ou d'engagement populaire. Un sondage de CBS News publié mardi montre que le pays est essentiellement divisé sur la destitution. Une majorité d'Américains, selon le sondage, a des sentiments négatifs à l'égard de la conduite des démocrates et des républicains dans la crise de destitution.

Barry Grey

Article paru en anglais, WSWS, le 13 novembre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Barry Grey](http://Barry Grey), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

---

Articles Par : [Barry Grey](http://Barry Grey)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)